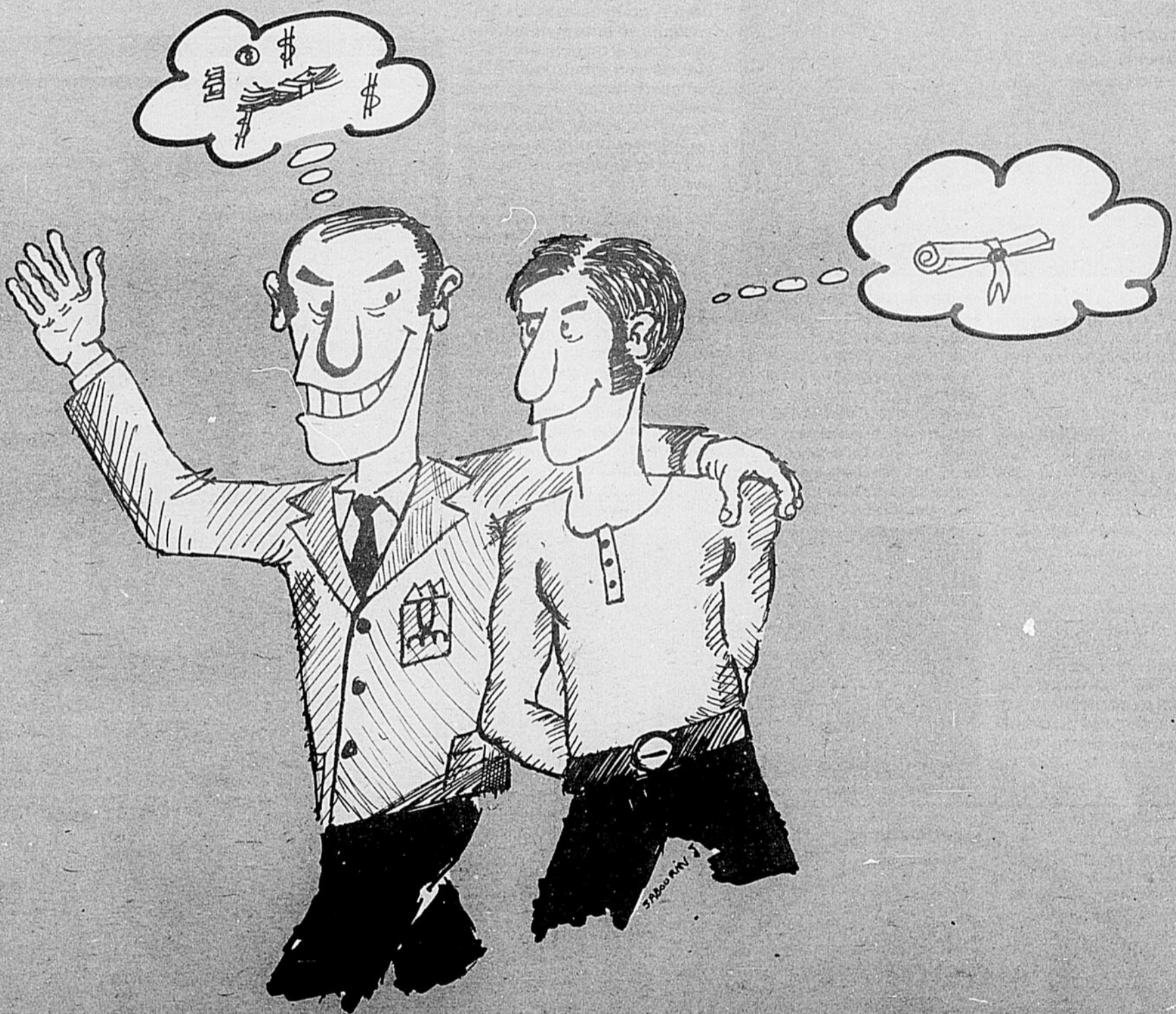


Volume 57

Vol. 57 du Quartier latin, No 12, 27 novembre 1974



L'unanimité n'est pas faite sur les syndicats
étudiantsP. 6-7
Prêts-bourses: Les Cégépiens contestent.P. 3
Mises à pied au journal Le Jour.....P. 8-9
Une tempête de neige "inattendue"P. 12

Soirée de solidarité a GYPSUM

Le C.S.L.O. (Comité de Solidarité avec les Luttes Ouvrières) avait organisé mercredi 20 novembre, une grande assemblée de solidarité avec les ouvriers en grève de la Canadian Gypsum de Joliette. Cette assemblée réunissait en outre sur une même tribune, les grévistes de plu-

siens usines de la région métropolitaine de même que des travailleurs en grève d'un peu partout dans la province. Environ 1000 personnes s'y étaient donc donné rendez-vous pour venir entendre, en plus de ceux de la Gypsum, les représentants des ouvriers de Québec Carton (St-Henri), de Québec Telephone (Rimouski), de United Aircraft, de Canadian Papeterie (Joliette), de C.I.L. Mc Masterville) des Engrais du St-Laurent (Valleyfield), d'Electrolux (Montréal) et de Penman's (St-Hyacinthe). Cette assemblée était d'ailleurs composée, il est bon de le souligner, en majorité par des travailleurs, contrairement aux autres réunions du même genre organisées par le passé.



ment dans le monde du travail au Québec. C'est ainsi que le représentant des ouvriers de la Penman's de St-Hyacinthe a insisté sur l'indexation comme mesure à exiger dans le but de contrer l'inflation qui touche les travailleurs et fait baisser leur revenu net. Pour sa part, le délégué ouvrier de la United Aircraft a expliqué à l'assemblée

pourquoi il était important d'obtenir la "formule Rand" obligatoire. Quant au président du syndicat des ouvriers de la Gypsum, après avoir brossé un tableau général et expliqué les buts de la lutte contre la Canadian Gypsum, il a insisté sur le fait que tous les travailleurs doivent s'unir pour lutter contre l'appareil répressif et judiciaire que les boss et leur état mettent en branle pour écraser les travailleurs en lutte et empêcher qu'ils ne s'organisent. Il a d'autre part ajouté que si ce n'était de l'appui et de la solidarité développée à Joliette autour du conflit à Gypsum, les ouvriers n'auraient jamais réussi à tenir pendant 18 mois.

Somme toute, à travers les interventions des différents groupes de grévistes, il ressort très clairement que les ouvriers doivent être solidaires et que cette solidarité devient de plus en plus forte à mesure que les luttes se développent. En ce sens l'assemblée de solidarité et d'appui aux travailleurs en lutte qui a eu lieu la semaine dernière, est un pas en avant vers l'unité ouvrière et le soutien aux luttes et revendications des travailleurs.

Comme mesure à exiger dans le but de contrer l'inflation qui touche les travailleurs et fait baisser leur revenu net. Pour sa part, le délégué ouvrier de la United Aircraft a expliqué à l'assemblée



Durant toute la soirée, la



L'incola

TEQUILA SAUZA

Margarita SAUZA
 1 1/2 oz de TEQUILA SAUZA
 1/2 oz de Triple Sec
 1 oz de jus de lime ou de citron
 Ajouter des glaçons concassés et agiter le tout. Humecter le pourtour du verre avec l'écorce du citron ou de la lime et enrober de sel. Siroter votre Margarita SAUZA, effleurant de vos lèvres la bordure salée.

TEQUILA SAUZA NUMERO UNO au Canada y Mexico.

TEQUILA SAUZA avec jus de tomate, c'est le Bloody Maria Sauza qui épate.

avec jus d'orange, c'est le Screwdriver Sauza qui enchante. TEQUILA SAUZA

TEQUILA SAUZA avec sel et citron, c'est l'explosion. !olé hombre!

TEQUILA SAUZA Tu fais un bon "drink". Tu fais un bon "party". Tu es "el numero uno".



prêts-bourses: trop peu et trop tard

La semaine dernière les étudiants des CEGEPs de Rimouski, Matane, Ste-Anne de la Pocatière et Rivière-du-Loup se mettaient en grève. Lundi le 25 novembre plus d'une trentaine de cegeps de la province ont débrayé, dans le Bas du Fleuve, Las-St-Jean et surtout en banlieue de Montréal.

Les cégépiens, déjà largement écoeurés par les coupures de budget (Rosemont), les TAEU et les forces policières (Valleyfield), n'ont pas attendu bien longtemps pour manifester leur colère contre le Ministère de l'éducation qui semble avoir oublié que des étudiants il faut aussi que ça mange!

En effet le Ministère accuse un "léger retard" dans l'attribution des prêts aux étudiants des CEGEPs et universités qui, d'après ses propres critères, y ont droit. Une affaire de rien: On est à la fin novembre et tout aurait dû être réglé avant la fin septembre! Entre-temps les étudiants qui avaient besoin de ces prêts ont dû manger, payer le transport, parfois les frais de scolarité, les livres, etc. bref plu-

sieurs d'entre eux en sont arrivés à être obligés de lâcher ces fameuses études pour se trouver une job.

Pour le gouvernement, bien sûr, il y a toujours des choses plus urgentes que d'attribuer correctement les prêts-bourses! Quand même les étudiants attendraient quelques mois, ce n'est pas ça qui va mettre l'économie en péril n'est-ce pas?... Quoique ce ne soit pas l'avis des petits commerçants de Rivière-du-Loup dont les ventes ont baissé de près de 40% depuis que les étudiants du CEGEP n'achètent plus que du beurre de pinottes!

Mais cette situation révèle un fait souvent mal connu: C'est que de nombreux étudiants surtout dans les régions de l'est du Québec, arrivent tout juste à joindre les deux bouts et comptent presque uniquement sur ces fameux prêts-bourses: À Rimouski les deux tiers des 3200 étudiants du CEGEP en ont fait la demande.

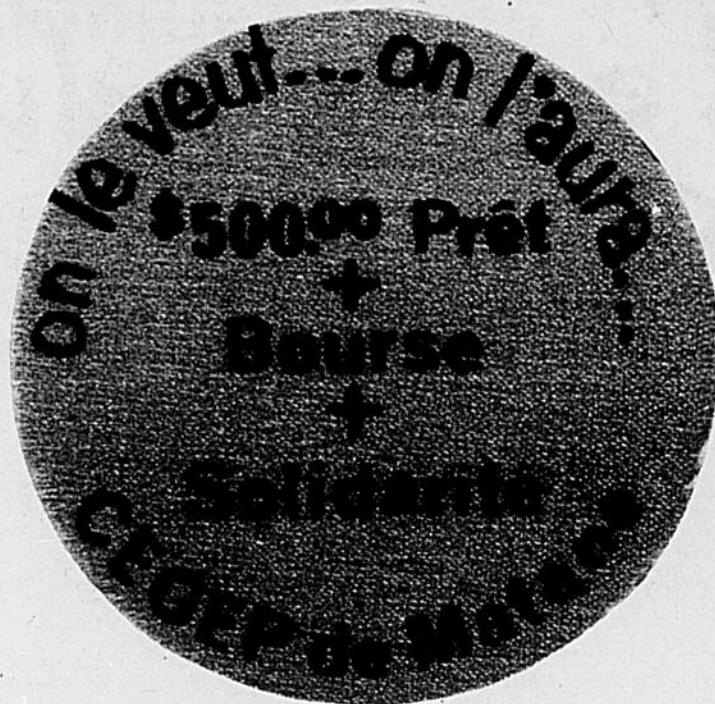
Cette constatation relance alors toute la question des critères d'attribution de ces prêts et

du fonctionnement général de cette politique du Ministère de l'éducation. Tout d'abord, quel en est le but?

"accorder une aide aux étudiants qui ont les aptitudes voulues pour entreprendre ou poursuivre des études supérieures mais n'en ont pas la possibilité financière."

On sait déjà, avec l'expérience desTAEU et la nature des diverses mesures de sélection, ce que signifient les dites "aptitudes" et comment elles sont contrôlées de près! Il s'agit pour le Ministère de faire un certain "patchage" pour assurer l'éducation nécessaire d'une main-d'oeuvre qualifiée: On donne un petit coup de pouce aux étudiants qui veulent continuer à étudier mais qui, sans cela, ne pourraient absolument pas le faire et se retrouveraient immédiatement, sans plus de qualifications, sur le marché du travail. Mais, si l'État consent à distribuer généreusement quelques petits dollars à certains étudiants, ce n'est pas sans conditions!

Il prend tous les moyens nécessaires pour s'assurer que: 1)



les dits étudiants vont bel et bien étudier; 2) ils vont aboutir là où on veut qu'ils aillent, c'est-à-dire sur le marché du travail, chacun à sa place; 3) ils vont faire eux-mêmes tous les efforts possibles et impossibles pour "gagner" leurs études; 4) ils vont bien s'intégrer aux structures sociales.

On fait payer chèrement le petit \$700 ou \$800 prêté à l'étudiant! On fait comprendre clairement aux bénéficiaires des prêts-bourses que cette "générosité" constitue un investissement sur leur personne et qu'on a bien l'intention que cela soit rentable!

En effet le montant est si minime (prêts maximums: Cegep \$400, Univ. \$800, bourses maximums: Cegep \$700, Univ. \$1,200, que l'étudiant "en arrache" à essayer de joindre les deux bouts, il se cherche à tout prix du travail l'été et les fins de semaine. D'ailleurs le Ministère considère que l'étudiant est tenu de contribuer pour un montant égal au salaire minimum qu'il est normalement en mesure d'obtenir pendant les semaines où il peut travailler. Dans ces conditions, puisqu'il paie chèrement ses études, il risque de s'y consacrer à plein et de ne pas être très enclin à les remettre en question...

De plus, si ce montant est peu élevé, c'est aussi parce que le Ministère considère que l'étudiant reste dépendant de ses parents et que ceux-ci lui accordent une aide financière tant qu'il n'est pas marié. Plus précisément, les cas où l'étudiant est considéré comme indépendant sont:

- s'il est marié
- s'il est religieux (i.e. curé)
- s'il poursuit des études universitaires après l'obtention d'un diplôme du premier cycle.
- s'il a été sur le marché du travail pendant 24 mois consécutifs ou trois périodes de 12 mois consécutifs.
- s'il est "parent célibataire" et qu'il habite ailleurs que chez ses parents.
- s'il est veuf, séparé ou divorcé.

Bon. Donc s'il n'est rien de tout ça, il est dépendant de ses

parents? C'est loin d'être sûr... Dans bien des cas, un gars ou une fille de 18 à 20 ans même s'il reste chez ses parents, ne reçoit pas d'argent d'eux et même parfois paye pension. Mais ça ce n'est pas l'affaire du Ministère; son opinion est que les parents sont responsables de l'éducation de leurs enfants et les prêts seront accordés en fonction de cette opinion. Ce qui fait que l'étudiant qui a l'intention d'en bénéficier, et dont les parents sont prêts à l'aider, a tout intérêt à rester bien tranquille chez eux... Un autre facteur de stabilité sociale: Pour obtenir le maximum de prêt-bourse le mieux est de rester chez ses parents ou de se marier! C'est merveilleux, la voie est toute tracée...

Et enfin qu'arrive-t-il à ces fameux boursiers après leurs études, car tout de même n'est-ce pas, c'est ça qui compte... Eh bien il arrive qu'ils se dépêchent à se trouver une bonne job qu'ils vont être obligés de faire avec diligence et assiduité parce qu'il y a les remboursements à rencontrer. Arriver sur le marché du travail avec des dettes ça oblige à se tenir tranquille!

Les cégépiens commencent à en avoir assez! Quand des miettes aussi chèrement gagnées et aussi indispensables dans certains cas à la survie attendent en plus jusqu'à Noël pour tomber de la table du Ministère, ça commence à être dur à avaler! Dans des régions où les conditions économiques sont plutôt mauvaises, les étudiants ne tardent pas à réagir et à dire bien clairement leur façon de penser.

Le Ministère semble d'ailleurs maintenant se rendre compte qu'il ne peut plus continuer à "rire d'eux autres" de la sorte: Cloutier, après avoir, il y a quelques semaines, retiré les TAEU "pour éviter les troubles", déclare maintenant qu'il va créer des fonds de secours pour dépanner les étudiants et qu'il va apporter certains "correctifs" aux critères actuels. Il s'aperçoit qu'il a une force devant lui et que les étudiants n'ont pas l'intention de se faire passer n'importe quoi!



L'équipe du Volume reçoit

L'équipe du Volume reçoit.

Eh oui, il y a deux semaines, l'équipe a ouvert toutes grandes ses portes (celles du 6ième étage au Centre Social... pour ceux qui veulent venir) à l'une des "editors" du McGill Daily: Joan. Dans le jargon du métier, j'imagine qu'on appelle ça de "l'échange de collaborateurs", mais je préfère parler d'une expérience pas mal intéressante autant pour Joan que pour nous. Il y a d'abord la participation à la réunion du mercredi à 5 heures, quand l'équipe décide du contenu du journal, ensuite la réunion du dimanche après-midi quand les textes sont lus et critiqués. Joan a aussi participé, comme tout le monde de l'équipe au travail technique, c'est-à-dire à la correction des épreuves et à la préparation des maquettes. Car peut-être que vous saviez pas, mais c'est l'équipe du Volume qui fait tout ça... vous avez d'ailleurs sûrement remarqué que depuis le début de l'année, la mise en page du journal s'est grandement améliorée... c'est qu'on devient meilleur!

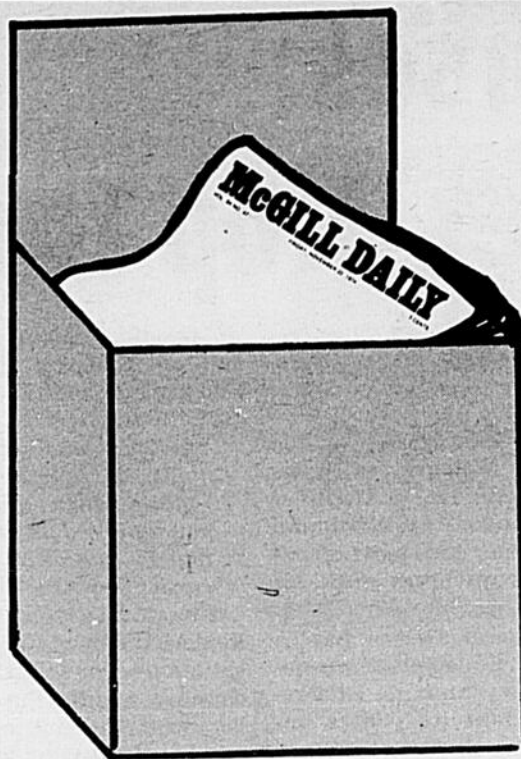
Mais, la "collaboration" entre le McGill Daily et le Volume ne s'arrête pas là. D'abord, l'équipe compte bien leur rendre la pareille, c'est-à-dire aller passer une semaine pour voir là-bas comment ça se passe — on va avoir d'la job, c'est un quotidien! Il y a eu aussi d'autres formes d'échanges: un article du Vol. est passé tel quel dans le Daily, des photos sont reproduites de part et d'autre, des informations transmises, et, aussi, on a

produit et on va produire ensemble des "dossiers". (ex: R.C.M.). Mais, l'échange le plus "visible" c'est sans doute la présence sur le campus de l'U de M du McGill, et à McGill celle du Volume. D'ailleurs, labas, le Volume a pas mal de lecteurs... n'oublions pas que 30% de la population du campus de McGill est francophone. Sur les 8,000 copies du Vol. qui paraissent chaque semaine, 1,200 vont à McGill, c'est pas mal, non?

À l'U de M, le McGill Daily ne vient pas si régulièrement. Comme son nom l'indique si bien, c'est un quotidien et l'équipe du Vol. avec celle du Daily a jugé que sa diffusion chaque jour serait trop imposante. Alors, le Daily nous arrive à peu près une fois par semaine, et... c'est le meilleur qu'on reçoit. En fait, l'équipe du Daily décide, en jugeant de l'importance et de la pertinence du contenu quel McGill Daily nous envoyer.

On a été un peu pris au dépourvu au début, ne sachant pas où placer les Daily sur le campus de l'U de M, mais l'équipe a fait faire des "boîtes" spéciales qui devraient arriver bientôt et assurer ainsi une meilleure diffusion.

À l'équipe du Volume, on est vraiment content de la collaboration avec le Daily. C'est une expérience, un échange entre des campus qui se ressemblent si peu mais qui s'entendent sur un certain nombre de questions. Anglophones ou francophones, des étudiants progressistes peuvent s'entendre et très souvent les deux journaux Daily et Vol. mettent



de l'avant des positions contre l'école capitaliste.

Pourtant, autant le Vol. peut avoir bonne presse — c'est le cas de le dire... sur le campus de McGill, autant, ici, le Daily est peu lu: souvent l'équipe a remarqué que les piles descendent bien lentement. On y a réfléchi et on est arrivé à une hypothèse que je vous

soumets aujourd'hui. Les étudiants francophones, ceux de l'U de M puisqu'il s'agit d'eux, seraient-ils empreints de ce que l'on appelle communément le chauvinisme? Ça veut dire quoi? Mon petit Robert explique sous la rubrique "chauvin: qui a ou manifeste un patriotisme fanatique ou belliqueux" et par

extension... xénophobe.

Oui, autant, dans bien des cours, les bibliographies comportent à 80% des livres en anglais qu'on lit parce qu'IL LE FAUT... autant lorsqu'il s'agit de lire un journal anglophone, étudiant et progressiste, on fait la moue... Bizarre? Chauvin? Ça veut dire qu'on lit pas le Daily parce que c'est en anglais — même si on parle ou on lit à merveille l'anglais puisqu'on en a besoin dans les cours — alors que ça devrait nous permettre d'entretenir des liens avec des étudiants comme nous, qui pensent la même chose que nous, luttent par les mêmes questions fondamentales mais... dans une autre langue.

C'est une hypothèse que je propose. Peut-être ne se vérifie-t-elle pas... Dans ce cas, les McGill Daily devraient disparaître au même rythme que les Volumes partent sur le campus de McGill, c'est à dire vite, vite, vite. Qu'en pensez-vous???

HOPITAL NOTRE-DAME
URGENCE

NOTRE-DAME: HÔPITAL EN GRÈVE

L'été dernier, la grève à l'hôpital Notre-Dame marquait la résistance des travailleurs d'hôpitaux à la rationalisation exercée par l'État dans le secteur de la santé.

Le problème de la sauvegarde des services essentiels fut, bien sûr, encore une fois ramené sur le tapis. Mais pour les travailleurs de Notre-Dame se posait le problème essentiel de leurs conditions de travail, en plus des conditions de soin qui étaient imposées aux malades. Ils se heurtaient alors, au niveau de la restriction du personnel, aux directives de rationalisation décrétées par le ministère des Affaires sociales; cette rationalisation se faisait aussi sentir, entre autres, au niveau de la cafétéria et du stationnement.

—À cause du manque de personnel, 1054 traitements demandés au service d'inhalothérapie par ordonnance médicale n'ont pas été administrés. Il y a eu deux accidents mortels. Malgré tout, l'administration de l'hôpital refuse d'augmenter le personnel.

—La restriction de personnel se fait sentir encore ailleurs: au niveau des infirmières, des gardes-malades auxiliaires et postes à l'entretien. La qualité des soins décroît.

D'autres part, il y a 350 griefs en suspens. À la cafétéria, la qualité a diminué et les prix ont augmenté, contrairement à ce que stipule la convention collective. Quand au stationnement, gratuit selon la convention, il est limité par les résidents, (étudiants en dernière année de médecine) et les employés généraux doivent chercher des places dans les rues avoisinantes.

De plus le bureau de santé les certificats médicaux dûment signés par des médecins, même ceux de l'hôpital, autorisant les congés de maladie.

C'est devant la violation continue de leurs droits et le non-respect de la santé et du bien-être des patients que les travailleurs de Notre-Dame ont débrayé.

Le droit de grève et les services essentiels:

Le Cap Santé organise jeudi, le 28 novembre, un débat midi sur la grève à l'hôpital Notre-Dame, avec la participation de deux travailleurs de l'hôpital qui ont participé à la grève.

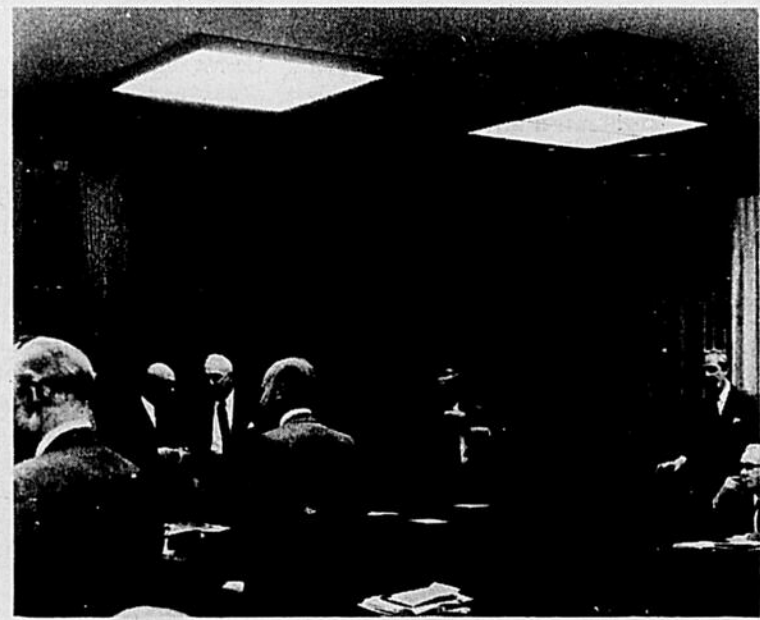
Immeuble Principal,
Salle S-117
Midi (12 hres)

Lundi le 25 novembre dernier eut lieu à l'Université McGill une bien surprenante assemblée du "Board of Governors". Tout d'abord elle avait commencé comme une assemblée normale, habituelle, banale quoi. Mais soudainement... elle se métamorphosa complètement en l'espace de quelques minutes: à la place de tous ces messieurs sérieux et cravatés, une cinquantaine de gars et de filles de McGill se retrouvèrent assis autour de cette noble table; des pancartes et des banderolles surgirent, et le nouveau "président de l'assemblée", plutôt que de suivre l'ordre du jour officiel, se mit à lire ce message chaleureusement applaudi par tous:

"IL N'Y A PAS DE POSITION NEUTRE"

Les ouvriers de la United Aircraft sont en grève depuis 11 mois. Leurs principales revendications sont:

- l'application de la formule Rand
- une hausse de salaires uniforme pour toutes les catégories d'emploi
- l'indexation des salaires au coût de la vie
- le temps supplémentaire facultatif
- la garantie que la compagnie ne changera pas les horaires de travail sans consulter le syndicat
- le réengagement d'André Choquette, congédié au début de la grève.



Les négociations achoppent principalement à cause du refus de la compagnie d'accepter la formule Rand, qui garantit la sécurité syndicale, garantie appliquée dans plus de 85% des compagnies où les travailleurs sont syndiqués. Et ce refus persiste malgré le fait que 90% des travailleurs de la United Aircraft soient membres du syndicat.

La grève est longue et dure pour les ouvriers. Les scabs, la police et les tribunaux ont été utilisés pour tenter de briser l'unité des grévistes. Mais par ailleurs des milliers de personnes ont manifesté leur solidarité avec les ouvriers en grève dans les rues de Longueuil vendredi dernier.

Vous vous demandez sans

doute quel peut être le lien entre une grève à Longueuil et l'Université McGill.

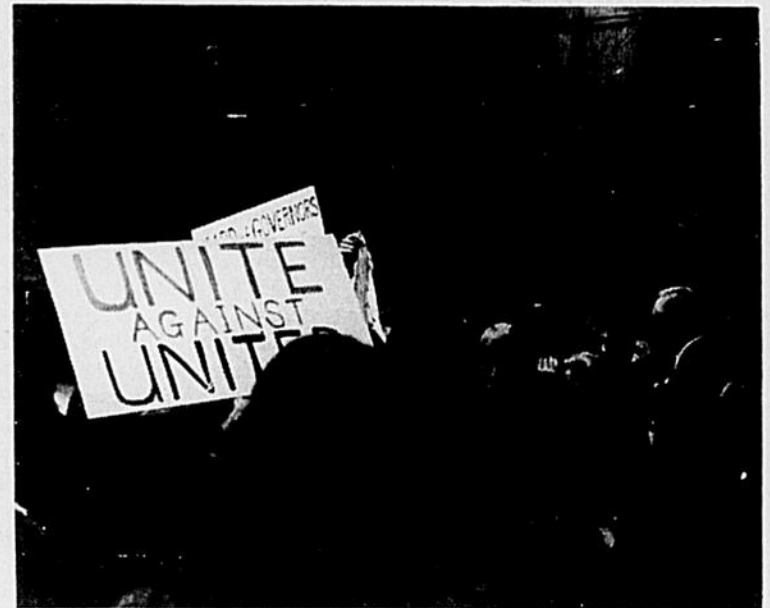
Sur le conseil des gouverneurs de l'Université McGill siège Arnold Hart, également membre du conseil d'administration de United Aircraft Co. of Canada Ltd. Hart fait aussi partie du groupe de dirigeants de plusieurs autres institutions comme: La Banque de Montréal, le Canadien Pacifique, Comico, Consolidated Bathurst, la compagnie d'assurances Sun Life, et ainsi de suite. Ce n'est pas une surprise pour nous de voir le contrôle qu'ont les grandes entreprises sur l'Université. Hart n'est pas une exception, mais fait partie de la règle. On retrouve aussi sur le conseil des gouverneurs des gens comme Conrad Harrington du Royal Trust, George Gordon de la Dominion Textile, J.A. Fuller de Shawinigan Water and Power Co., et la liste continue...

Maintenant, après 11 mois de grève, nous ne pouvons plus tolérer que le conseil des gouverneurs de l'Université McGill reste muet sur cette question

des termes les intérêts d'Arnold Hart comme membre du conseil des gouverneurs de McGill et comme directeur de la United Aircraft sont identiques, qu'ils soient exprimés ouvertement ou non. Par conséquent vous n'êtes pas restés neutres mais silencieux sur toute cette question de la grève à la United Aircraft. Nous demandons que vous exposiez ouvertement votre position sur la grève à la United Aircraft.

Le conseil des gouverneurs doit se prononcer ouvertement!"

Mais, malheureusement pour lui, le conseil des gouverneurs ne pu (?) répondre à cette demande puisque... il n'était plus là! En effet l'irruption soudaine des cinquante étudiants a semblé provoquer chez lui une réaction très négative: Son président (le vrai, l'officiel) commença par refuser au porte-parole du groupe de s'exprimer, puisque le point dont il voulait traiter n'était pas à l'ordre du jour (tiens, on a déjà entendu cela quelque part!). Il alla même jusqu'à dire que ce fameux ordre du jour était fixé depuis plus d'une semaine, ce à quoi l'étudiant répondit que malheureusement personne n'en avait distribué de copies aux étudiants!



Enfin le président, s'énervant de plus en plus, finit par déclarer l'assemblée levée et se prépara, ainsi que ses collègues, à prendre dignement ses jambes à son cou. Voyant alors les étudiants se regrouper près de la porte en scandant "Unite against United", les dits gouverneurs se "garochèrent" littéralement sur cette porte, s'y précipitèrent et, un à un, disparurent ainsi en l'espace de quelques minutes.

C'est ainsi que l'assemblée des gouverneurs de McGill du lundi 25 novembre fut remplacée par une assemblée-éclair de solidarité avec les travailleurs en grève de la United Aircraft, organisée par le comité de soutien étudiant aux luttes ouvrières de McGill!

Mais attention, cette surprise n'est pas la dernière et les boss de McGill n'ont pas fini d'entendre parler de United Aircraft!

VENTE DE DISQUES DU MAGASIN
 du 25 nov. au 20 déc.
 ouvert de 11hres à 6hres

disques de \$7.29 réduits à \$5.35
 \$7.98 \$5.85

VESTIAIRE DU 3ième CENTRE COMMUNAUTAIRE

syndicat étudiant

contre le syndicat étudiant en sc. politique

Ce texte, rédigé par trois étudiants de première année en science politique a été apporté à l'équipe du Volume comme contribution au débat qui se mène actuellement sur le syndicat en science politique.

L'industrie syndicale va bon train au département de science politique. Imaginez une immense chaîne de production impliquant environ 200 ouvriers (étudiants de science politique) cordés les uns à côté des autres et, parfois, les uns sur les autres. L'enjeu de la production: une petite boîte nommée syndicat.

La boîte possède 6 côtés (structure bétonnée) qui sont assemblés suivant un processus long et pénible qu'on appelle, dans le jargon du métier, un congrès (de formation du syndicat qui a eu lieu le 3 octobre 1974).

Ces six côtés ont une nomenclature (cf. Larousse: recueil de mots) qui leur est propre: comité directeur, comité des finances, comité du journal, comité d'éducation, comité d'animation politique, comité surprise (si besoin est).

Durant son périple, la boîte passant de mains en mains prend forme et, arrivée au bout de la chaîne, oh surprise! On s'aperçoit qu'elle est vide. Et oui, dans l'émerveillement on a pondu un contenant sans contenu. Soit, c'est une déception mais, sous le principe de la rentabilité, nous procéderons, en accord avec notre temps, par le marketing pour vendre notre petite boîte. Voici donc, en primeur, la façon de vendre un emballage truqué (attention au piège):

A) répandre la bonne nouvelle à savoir que le syndicat "est une association volontaire, autonome et permanente".

B) qu'"il constitue pour les étudiants l'organisme normal de négociation, de représentation et de participation".

C) que "la pratique et le champ de préoccupations à l'intérieur d'un département complètent la base matérielle de l'organisation sans restreindre pour autant l'horizon des actions à envisager". En d'autres termes, que le contenant est là mais que rien ni personne n'empêche qu'on le remplisse.

Cependant, une peur immense (trouille chronique), envahit les dirigeants de l'entreprise, ils craignent la faillite et, pour parer à cette éventualité morbide, ils préfèrent des me-

naces à ceux qui ne voudraient pas acheter la marchandise: "le syndicat ne doit en aucun cas limiter ou empêcher tout regroupement d'étudiants sur la base d'une position politique et/ou idéologique spécifique dans la mesure où ce groupe ne travaille pas contre l'organisation étudiante... toutes les opérations de sabotage et de destruction de l'organisation seront donc combattues par celle-ci". En simplifiant, cela revient à dire crois ou crève.

N.B.: Toutes les citations sont pigées à même le manifeste du syndicat de science politique.

POURQUOI COMBATTRE UN SYNDICAT ÉTUDIANT?

Lors d'un congrès préparatoire des étudiants de science politique il a été convenu de former un syndicat étudiant.

Un congrès ultérieur (3 octobre 1974) a fixé les structures du syndicat sans définir clairement les objectifs politiques à part de "s'assurer un rôle dans le processus décisionnel du département" (cf. manifeste). Les buts qu'il s'est fixé:

1) donner aux étudiants les services d'information.

2) donner aux étudiants les services que ceux-ci ne reçoivent ni du département ni de l'administration universitaire.

3) défendre les étudiants individuellement ou en groupe contre les excès de pouvoirs de tous ordres émanant des profs et/ou de l'administration."

En somme, loin de revendiquer l'abolition des règlements académiques existants (surcharge de travail) de remettre en question l'idéologie charriée dans les cours, la concentration du pouvoir aux mains de l'État et d'une clique de dirigeants capitalistes à l'université (cf. composition du conseil d'administration de l'université: dirigeants de compagnies multinationales etc.) le syndicat vise à combler des déficiences de l'administration (exemple: information sur les mécanismes administratifs, sur les sujets de cours extra-départementaux et autres informations d'ordre académique etc.) et à restreindre, non le pouvoir mais les excès de pouvoir des profs et/ou de l'administration.

Ensemble, il faut s'organiser pour lutter contre l'idéologie réactionnaire des cours, contre les cours magistraux où ne circule qu'une idée, celle du prof. Il faut remettre en question la centralisation des pouvoirs et les coupures de budget dans l'éducation et refuser de parti-

ciper aux politiques administratives comme veut le faire le syndicat.

Les exemples de l'AGEUM, des comités paritaires en criminologie, en histoire et en orthopédagogie ont démontré clairement que les négociations sont vouées à l'échec par ce qu'elles ne remettent pas en question les structures comme telles mais s'en accommodent, cautionnant ainsi les politiques de l'administration.

Ne s'étant pas donné de plateforme politique de gauche, le syndicat s'est retrouvé avec toutes les tendances politiques (gauche-centre-droite) à l'intérieur du comité directeur. Ce faisant, le syndicat consolide le fait que seul des individus peuvent être politisés mais pas une organisation étudiante dans

gauche, il ne peut que favoriser objectivement la droite.

De plus, le principe de la représentativité implique le principe de la délégation des pouvoirs, pour cette raison, le syndicat a un comité directeur élu (9 membres) qui a pour fonction de négocier avec l'administration sur des problèmes étudiants.

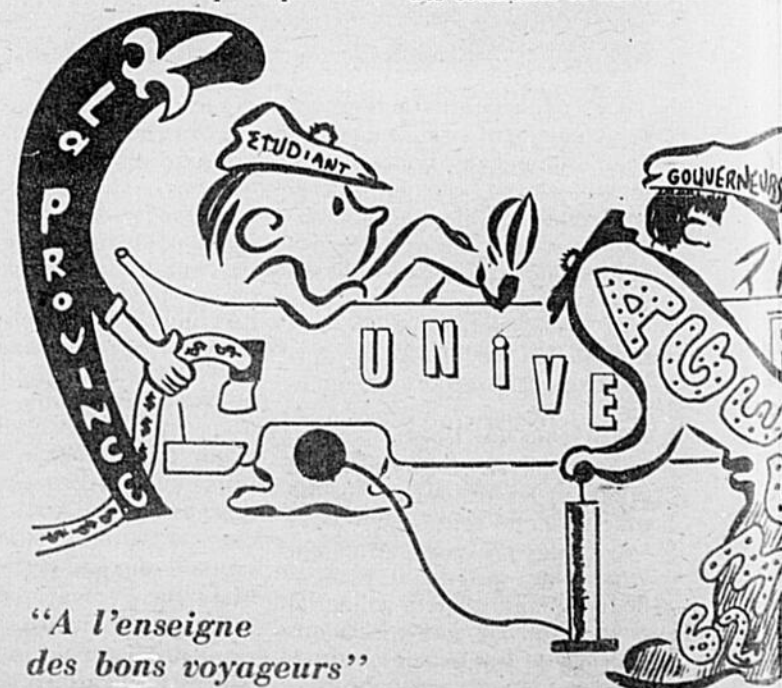
La délégation de pouvoir entraîne une structure hiérarchique par niveaux d'études, l'ensemble des comités étant soumis au comité directeur, ce qui entraîne l'aphatie des étudiants, ces derniers se fiant à leurs délégués et attendant une réponse de ceux-ci, sans que ne soit suscitée la participation et la mobilisation.

Finalement, loin de remettre en question la mobilisation des

une vieille illusion

son ensemble. De plus, le syndicat fonctionne sous le couvert de la représentativité or, celle-ci est un mythe dans la collectivité étudiante et cela en regard de la provenance sociale des étudiants d'une part et de leurs aspirations futures d'autre part. Le milieu étudiant regroupe les trois tendances politiques classiques: la droite, le centre et la gauche. Ce qui revient à dire qu'aucun consensus politique n'est possible entre la droite et la gauche, ces deux tendances se disputant le centre, il faut donc que l'organisation soit clairement de gauche or, comme le syndicat ne s'est pas donné de plateforme politique claire, refusant de s'avouer sans équivoque de

étudiants, nous la recherchons mais sous forme d'organisation politique dans une attitude militante (mobilisation des étudiants dans la lutte) et dont les structures sont ouvertes et fonctionnent avec des portes-parole constamment révoqués par l'assemblée générale ou de cours des étudiants (pour révoquer un membre du syndicat de science politique, il faut à l'heure actuelle un vote de non-confiance par les 2/3 de l'assemblée générale des étudiants de science politique). Les structures doivent être adaptées à la lutte et non pas l'inverse. Par conséquent, en fonction de cette mobilisation, il faut éviter le cloisonnement des étudiants et des luttes.



"A l'enseigne des bons voyageurs"

socio :

“le syndicat politique” : un beau bateau

Plusieurs ont sûrement déjà entendu parler du syndicat politique des étudiants de Sciences Politiques, et peut-être dans d'autres départements. Et bien, maintenant, le vent “syndicaliste” (ne pas confondre avec syndicalisme ouvrier) ne souffle pas seulement en Science Po. Voici maintenant qu'il se dirige du côté du département de sociologie.

Le 12 novembre dernier, une assemblée des étudiants de sociologie était convoquée par le Comité Paritaire pour discuter et avoir le feedback de l'expérience de deux cours sur les actualités québécoises. Sur une trentaine d'étudiants présents, quelques-uns seulement des inscrits à ces cours y étaient. La réunion s'annonçait courte compte tenu que c'était le seul point dont il devait être question.

La discussion s'engagea effectivement sur les deux cours en question, mais déborda vite ce cadre de la discussion prévue et on a été amené à se demander comment il se fait que les étudiants de sociologie sont si peu nombreux à la réunion. Un étudiant souleva alors une question importante: en quoi ces deux cours signifient-ils un changement vraiment important au département? Qu'est-ce qui intéresse les étudiants de sociologie?

La discussion risquait alors de porter sur des points plus fondamentaux que les cours eux-mêmes. Sans plus attendre, un étudiant présent lança l'idée que pour répondre aux besoins des étudiants de sociologie, le meilleur moyen était de se regrouper dans une structure permanente, large, représentative et tout le reste qu'on nommerait, “syndicat des étudiants de sociologie”... comme en Sciences Politiques!

Si la discussion avait été peu animée depuis le début, cela a changé très rapidement. Il y eut une longue discussion sur l'idée de syndicat étudiant sans en venir à un accord. Tout de même on pouvait voir clairement que les avis étaient partagés. Certains étudiants étaient clairement contre la proposition; d'autres, peu nombreux étaient favorables à l'idée; la majorité cependant ne comprenait pas bien ce soi-disant besoin. D'ailleurs, on doute qu'il y ait eu dans l'assemblée une seule personne convaincue du réel besoin de syndicat à part le proposeur lui-même.

Finalement on n'en arriva pas à un résultat organisationnel, mais certaines questions fondamentales sur la sociologie furent quand même soulevées... Quant à l'idée du syndicat, personne ne semblait capable d'expliquer et de défendre la proposition pas même le proposeur.

Conclusion: on se retrouve au même endroit le mardi suivant pour essayer d'élaborer des actions concrètes à faire au département.

Mardi de la semaine dernière, donc, à peu près les mêmes étudiants se retrouvent, appelés par une affiche qui disait ceci: “Il y sera question des actions au département et du besoin d'un syndicat politique en sociologie.” Beaucoup d'appelés peut-être, mais peu sont venus!

Dès le début de la réunion, le même proposeur du syndicat, de la semaine précédente, revint avec sa proposition en bonne et due forme. La proposition qui

découlait d'une longue analyse de la situation au Canada disait en gros ceci: Il s'agit de défendre les intérêts des étudiants et de concentrer leurs revendications. Les étudiants ne constituent pas une classe sociale; ils ont des intérêts hétérogènes... Mais ils sont le reflet du peuple et reflètent les intérêts du peu-

pour les affaires académiques le syndicat va lui laisser la parole... et lui va s'occuper du reste... Justement, qu'est-ce que ça va être le reste? Si les étudiants veulent revendiquer de bons profs avec de bons cours, ça va être ça. S'ils veulent critiquer la sociologie, le syndicat va critiquer la sociolo-

à avoir des réponses claires et à savoir dans quoi on s'embarquerait éventuellement!

Devant cette évidence, le proposeur modifia alors sa proposition qui devint: Mise sur pied d'un comité Ah Hoc provisoire d'enquête (lire comité d'enquête tout court) chargé de faire enquête sur les besoins des étudiants de sociologie et de rapporter les résultats en Assemblée générale.

Les étudiants n'avaient aucune objection à faire une enquête, d'ailleurs le Comité Paritaire a toujours voulu en faire une justement pour connaître les besoins des futurs sociologues... alors on pourrait bien la faire avec le Comité Paritaire, non? Mais il fallait voter la-dessus semble-t-il. On demande alors au proposeur de relire sa proposition; mine de rien, il rajoute “rapporter le résultat en Assemblée générale et élaborer une proposition de mise sur pied du syndicat.”

Alors là c'est plus la même chose! Les étudiants de socio sont bien d'accord pour faire une enquête mais pas plus. D'ailleurs, comme le faisait remarquer un étudiant présent, l'assemblée n'est même pas assez nombreuse pour être représentative!

Devant la contestation du rajout à la proposition, le proposeur le retire. Finalement le vote se prend. Résultat: sur environ 30 étudiants, 11 pour, 0 contre, 10 abstentions... Une vraie farce! Toujours est-il que nous voilà partis pour l'enquête jusqu'à la prochaine assemblée générale!

Il est évident que les étudiants de socio ne sont pas prêts à s'embarquer d'emblée dans une aventure sans objectifs clairs. Ils ne comprennent pas trop, et avec raison, ce qu'une telle organisation implique et ce que cela va donner de plus que le Comité Paritaire. De plus, les perspectives de mobilisation sont plutôt vagues...

Bref, de deux réunions sur la question du syndicat en socio, il ressort que ce n'est pas si sûr que cela qu'on en ait besoin!... La proposition de sa création revenait à dire “acceptons le principe et la forme organisationnelle, on verra les objectifs ensuite”. Mais ça ne marche pas comme ça! Tout le monde sait bien, pour avoir observé le mouvement étudiant ces dernières années, que les étudiants ne se mobilisent pas pour le plaisir de le faire ou encore parce qu'il y a une structure en place mais bien pour des raisons précises et selon des objectifs clairs.

Bref, pour le moment on enquête! Mais la proposition va sûrement revenir! Espérons que d'ici là le proposeur aura trouvé des réponses à nos questions...



ple. C'est bien beau, mais qu'est-ce que cela veut dire? Qu'est-ce que cela signifie défendre les intérêts des étudiants? Et d'abord quels sont-ils précisément? Enfin qu'est-ce qu'un syndicat va donner de plus?

Ce sont ces questions-là, fondamentales à l'heure actuelle, que se posent les étudiants de socio. Or, M. le proposeur n'avait pas de réponse à cela, curieux! qui allait alors y répondre?

À la question: quels sont les intérêts étudiants? Il répondit: on va enquêter pour le savoir! À celle: Que signifie défendre les intérêts étudiants? La réponse fut: défendre les intérêts étudiants!

Face à cela, les étudiants, avec raison, prétextèrent qu'il y avait déjà le Comité Paritaire qui était là pour défendre ces fameux intérêts. Le proposeur répondit alors que le syndicat irait plus loin. Jusqu'où? Aucune réponse à cela... on verra; ça va dépendre des besoins des étudiants de socio.

En termes concrets est-ce que cela signifie que le Comité Paritaire va disparaître? Non,

En gros, ça dépend de quel bord le vent souffle!

D'après le proposeur, la différence entre le Comité Paritaire et le syndicat c'est que le syndicat serait capable de mobiliser les étudiants. Mais en quoi est-ce que la mise en place d'une telle structure va-t-elle permettre de mobiliser les étudiants? Les étudiants ne se mobilisent pas sur une “structure” mais bien sur des objectifs clairs!

La proposition originale, donc, s'appliquerait en deux temps:

1—Formation d'un comité ad hoc chargé de faire enquête et de venir en Congrès ou en Assemblée générale présenter une proposition élaborée de mise sur pied du syndicat politique.

2—La mise sur pied du syndicat lui-même au cours d'un congrès.

Après plus d'une heure de discussions, les étudiants de socio présents n'étaient visiblement pas d'accord avec la proposition parce qu'on n'avait pas réussi, après tout ce temps,



Mises à pied au journal

Les livreurs du Jour répondent à leur boss

LE JOUR

OU NOUS
SERONS TRAITÉS
COMME DU MONDE

Les dirigeants péquistes qui aiment bien s'affubler du titre d'"amis des travailleurs", se voient enfin confrontés, de façon flagrante avec la réalité capitaliste qu'ils s'efforcent de camoufler. Ils ont en effet eu cet été, la "chance" de mettre leur politique ouvrière en pratique par le biais du journal "Le Jour".

Commençons par le début. Tous savent qu'après la défaite du PQ aux dernières élections provinciales d'octobre 1973, les dirigeants du parti décidèrent de mettre sur pied un journal indépendant dont le premier numéro devait paraître à la fin de février 1974. Mais ce que peu de gens savent, c'est la somme considérable de travail fourni par les livreurs (ceux qui distribuèrent le journal aux camelots) et la façon dont ils furent traités par la direction. Les employés de l'entreprise péquiste devaient tout d'abord "construire" des routes, trouver des abonnés et des camelots, etc... etc... Ce travail impliquait des journées entières de tensions et de paperasses et le livreur devait se faire aider par d'autres, le plus souvent par un ou des membres de sa famille. Ce travail *bénévole* devait durer un mois et demi; il faut aussi mentionner le fait que, pendant ce temps, le livreur ne jouissait d'aucune source de revenu car la construction des routes demandait un travail à temps plein et les "futurs" employés avaient dû quitter leur ancien emploi. Ils tinrent pourtant le coup en se disant qu'une fois le journal lancé, les 250 dollars par semaine de salaire promis (c'était les mieux payés) leur ferait vite oublier la dure période à passer.

Le journal est donc lancé mais... déception: lorsqu'on eut prélevé ou déduit sur ce 250 dollars, les coûts de l'automobile ou de la camionnette, le montant des abonnés qui ne payaient pas régulièrement (ils étaient nombreux dans certains cas), les erreurs bureaucratiques du siège social, etc... les travailleurs s'aperçurent bientôt qu'ils s'étaient fait rouler: il ne leur restait en effet que 80 à 170 dollars par semaine, selon les cas. Les technocrates péquistes avaient d'ailleurs tout prévu: pour être certains qu'ils ne perdraient pas d'argent, ils présentaient au livreur une facture hebdomadaire qu'il devait payer à même l'argent qu'il avait recueilli de ses camelots; le reste constituait son salaire et tant pis si certains camelots étaient en retard dans leurs paiements ou s'il se présentait une autre difficulté quelconque. Les dirigeants du journal prétextèrent que le livreur était en fait à son propre compte et qu'il devait s'assurer de la bonne marche de son "entreprise". Ce mensonge devait ainsi leur assurer que des pertes éventuelles seraient assumées par le livreur.

Après un certain temps, les livreurs comprirent de plus que leur emploi n'était pas de tout repos. On leur avait fait entendre lors de leur engagement que la livraison du journal nécessiterait 25 à 30 heures par semaine. Or les technocrates avaient "oublié" de mentionner qu'à part des quatre à six heures de livraison à toutes les nuits (six nuits par semaine), il fallait aussi compter une dizaine d'heures (pendant le jour), pour la perception de l'argent auprès des camelots. Ils

n'avaient pas non plus parlé des 15 à 20 heures de travail administratif et comptable (préparation quotidienne et hebdomadaire des états de compte envoyés aux camelots, déménagements de clients, perte de camelots, etc...), de sorte que ce travail devait être exécuté par une autre personne: autre déduction sur le salaire initial. Ils ne parlaient pas non plus du téléphone qui sonnait sans cesse de 6 à 22 heures. Ils ne parlaient pas non plus de l'absence des avantages dits "marginiaux" (terme souvent utilisé pour camoufler les conditions de travail abominables dans lesquelles doit tremper la classe ouvrière), tel aucune sécurité d'emploi, absence de fonds de pension ou d'assurance-chômage, aucune valeur d'ancienneté, vacances aux frais de l'employé moyennant un maigre boni et ce, à la condition de se trouver un remplaçant.

Certains livreurs réagirent assez rapidement et obtinrent au bout d'un certain temps, mais ce, après des efforts *individuels*, d'être payés par chèque à chaque semaine, de recevoir le montant initialement promis et de faire porter en partie sur le dos du journal, les erreurs administratives. On tenta aussi de se syndiquer mais les employés commirent ici une autre erreur. Ils chargèrent un des leurs de s'occuper des modalités techniques sans faire les démarches collectivement: on vivait encore sous l'impression que les patrons étant péquistes, le regroupement en syndicat était plus ou moins nécessaire. Après quelque temps, celui qui était chargé de ces modalités techniques se dé-

sista subitement et ne voulait plus rien faire. On sut par la suite que cet employé avait été appelé au bureau des dirigeants et qu'il avait eu avec ces derniers une "longue et sérieuse discussion". L'effet de retard apporté par ce désistement allait porter ses fruits pour Parizeau et cie car le pire était encore à venir. Au mois d'août dernier en effet, clamant que le journal était en difficulté financière principalement due à des comptes en arriéré (\$175,000 dont 150,000 en comptes de publicité), les dirigeants du journal décidèrent de donner le contrat de distribution aux Messageries Dynamiques Inc., propriété de Pierre Péladeau: on voulait ainsi augmenter l'efficacité et diminuer les frais de distribution. On donnait aux livreurs un préavis de trois jours. Comme Péladeau possédait ses propres livreurs et ses propres camelots, cette décision impliquait la perte d'emploi pour la plupart des livreurs et des camelots dont seulement 30% d'entre eux pouvait être réengagé par Péladeau; mais réengagé ou non, on n'était de toute façon pas intéressé à travailler pour un bonhomme aux positions anti-syndicales connues.

Les livreurs organisèrent donc une rencontre avec Parizeau pour discuter de l'affaire mais celui-ci demeura implacable et leur donna l'alternative suivante: ou bien ils signaient une quittance à l'endroit des dirigeants du journal et recevaient un mois de salaire, ou bien ils perdaient tout. Pris par surprise, la grande majorité signa sous les jérémiades de Michaud qui tentait



de limiter les dégâts; il disait en effet à qui voulait l'entendre qu'il avait fait hypothéquer sa maison pour la survie du journal et que Lévesque en avait fait de même. Il omettait bien sûr de mentionner les quatre à cinq milles dollars de dettes contractées par la plupart des livreurs une fois que ceux-ci avaient été engagés (achat de camionnettes ou de voitures plus spacieuses: on ne peut en effet transporter 2,000 journaux dans une voiture dite "économique"). Avaient-ils une maison à hypothéquer, eux? On voulait bien sûr attendrir les livreurs en évoquant la situation financière assez précaire du journal mais ceux-ci voyaient bien qu'ils étaient les boucs émissaires des "erreurs administratives" de Parizeau; ils ne voulaient pas payer la note des amis du parti: les \$150,000 de comptes de publicité en arriéré.

Il est intéressant de confronter cette expérience aux promesses électorales du PQ en matière de conditions et de relations de tra-

À TOUS LES JEUNES DE LA RIVE-SUD

LE JOUR

A BESOIN DE CAMELOTS

DANS

LONGUEUIL
SAINTE-JULIE
ST-HILAIRE
ST-BASILE

CHAMBLY
ST-HUBERT
BOUCHERVILLE
BELOEIL

McMASTERVILLE
ST-BRUNO
CARIGNAN
LEMOYNE

ÇA VOUS INTÉRESSE?

vail; on y chante en effet, une fois le PQ au pouvoir, que le salaire minimum sera porté à \$2.50 l'heure, qu'on prévoira "des mécanismes de contrôle et des pénalités très sévères en cas d'infraction", qu'on établira la semaine normale à 40 heures régulières avec un maximum de 8 heures supplémentaires, qu'on donnera

quatre semaines de congé par année, qu'on veillera "à ce que les décisions des entreprises touchant des changements technologiques tiennent compte des droits des travailleurs" et qu'on imposera "des sanctions sévères aux entreprises et à leurs dirigeants qui mettent à pied ou congédient leurs employés sans avoir donné le

préavis requis", qu'on reconnaîtra le syndicalisme et qu'on facilitera "le regroupement de tous les employés dans des organismes syndicaux de leur choix". (1) En somme, on pêche sur toute la ligne.

Quelles leçons devons-nous tirer de cette expérience? Ce qui saute tout d'abord aux yeux, c'est que la petite bourgeoisie péquiste (ici représentée par les dirigeants du journal) s'est trouvée prise dans ses propres contradictions de classe: l'appui de la classe ouvrière lui est indispensable pour prendre le pouvoir mais elle ne veut pas à tout prix perdre ce pouvoir au profit des ouvriers. Deuxièmement si elle ne veut pas perdre ce pouvoir, elle ne le peut pas plus voulant garder une certaine crédibilité aux yeux des moyenne et petite bourgeoisies québécoises dont elle sollicite l'appui; nous en sommes ici à la vieille chanson du il ne faut pas faire peur au monde, ce "monde" étant pour elle les classes dominantes québécoises et non la classe ouvrière. Elle montre son vrai visage en ce que pour elle, l'efficacité administrative et technique doit avoir le pas sur le bien-être des ouvriers; nous ne sommes quand même pas si loin du cas de la Presse en 1971 et des priorités à la Bourassa. Elle montre le dédain qu'elle a pour les heures innombrables de travail bénévole de ses livreurs avant la parution du journal, travail dont le fruit est maintenant accaparé dans son entier par Péla-deau. Quant à la classe ou-

vière, cette expérience démontre que sa libération ne viendra pas d'un réformisme petit-bourgeois et que cette libération doit se faire par l'unité des ouvriers et non de façon individuelle.

Les exécutifs des organisations de comtés du PQ n'ont pas voulu porter ce débat "interne" sur la place publique pour des raisons que l'on peut facilement deviner. Quant aux autres membres du parti, ils ne savent rien, pour la plupart, de cette histoire. Nous voulons par cet article contre-carrer l'effort de taire cette affaire et nous efforcer de faire profiter de cette expérience à tous ceux qui croient encore au mythe péquiste parce qu'il y a malgré tout un nombre appréciable de militants sincères à l'intérieur de ce parti.

(1) Voir à ce sujet *Un gouvernement du Parti québécois s'engage...* (programme officiel), Ed. du Parti québécois, 1973, P. 82 à 87.

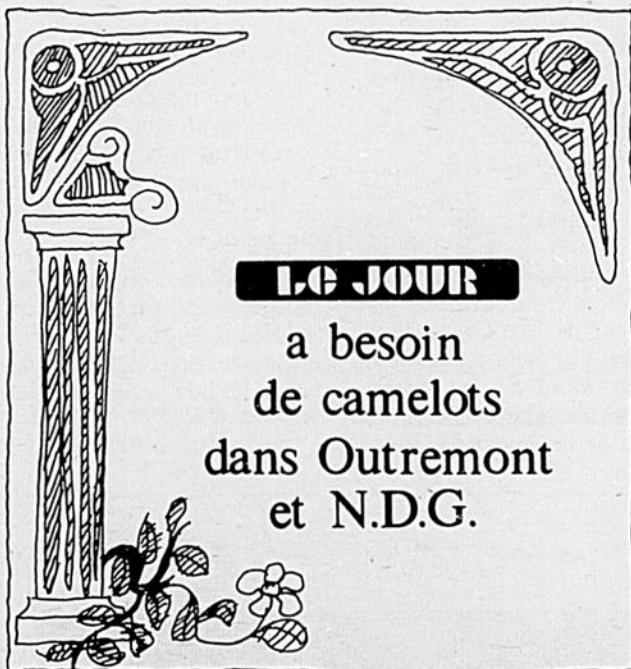
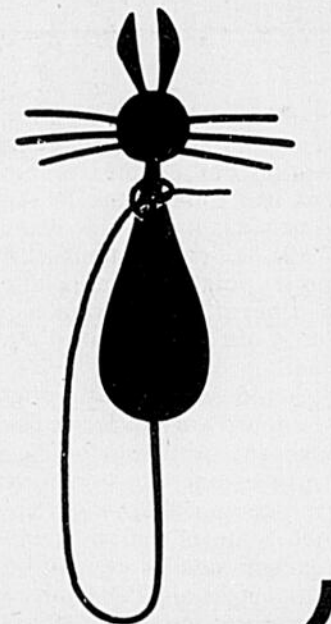
Les livreurs du Jour

OUTAOUAIS

Hull,
Gatineau,
Pointe-Gatineau,
Touraine,
Limbour,
Thurso

LE JOUR

a besoin de camelots!



LE JOUR

a besoin
de camelots
dans Outremont
et N.D.G.

Vol. 57 du Quartier latin, No. 12, 27 novembre 1974

COORDINATION TECHNIQUE

Elisabeth Pelletier

COLLABORATEURS

Danièle Bourassa
Maryse Turcotte
Marie Pluteau

Pierre Tourangeau
Pierre Paquette
Ronald Cameron

Daniel Verdi
Wahid Beylerian
Alain Bisonnette

Catherine Gadouas
Danielle Béland
Carmen Lajoie

Les nouveaux collaborateurs et dessinateurs sont bienvenus au Volume 57. Nous lançons une invitation spéciale aux gens de l'UQAM qui sont intéressés à venir travailler avec nous. Le semestre tire à sa fin, plus que deux numéros avant Noël, mais le travail reprendra en Janvier...

Les réunions se tiennent le mercredi de chaque semaine à 17hre au C-6526 du Centre Social. La critique et discussion des articles tous les dimanches au même endroit à 14hre.

Les photos qui paraissent dans le journal sont prises avec une caméra OLYMPUS OM-1 que l'on peut se procurer au Magasin de Services-Campus.

SOUTHERN COMFORT

A chacun son "Comfort"

A chacun son goût, car voyez-vous, le Southern Comfort, on le mélange à tout ce qu'on aime si c'est liquide: jus d'orange, soda, lime, collins, cola, tonic — de quoi satisfaire tous les goûts. On l'aime aussi nature ou sur glace. Découvrez le goût exclusif du Southern Comfort, une Tradition du Sud.

Southern Comfort:
un bar en bouteille.



A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR

D'AUTRES VICTOIRES POUR LE PEUPLE PALESTINIEN

Une excellente situation prévaut au Moyen-Orient. La position des peuples arabes dans leur lutte contre le sionisme n'a jamais été meilleure qu'elle ne l'est maintenant. À tous les points de vue, la lutte de libération nationale a connu un grand bond en avant.

L'unité des peuples arabes est aujourd'hui plus ferme que jamais. Même le roi Hussein a exprimé son adhésion à ce grand courant d'unité qui englobe toute la nation arabe. L'ennemi sioniste connaît un isolement si aigu que même son moral en montre les effets. Le monde entier a été témoin de l'hystérie sanguinaire et des convulsions meurtrières qui se sont emparées des colons sionistes de "Beit Shean" le 19 novembre dernier. Les peuples arabes sont définitivement dans la phase à isoler davantage et encercler cette entité sioniste.

Dans cette tâche de libération juste et historique, les peuples arabes jouissent du soutien des pays et des peuples socialistes, des pays et des peuples opprimés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ainsi que des peuples des pays capitalistes avancés. Grâce à cet appui, l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) a infligé des cuisantes défaites aux sionistes aux Nations-Unies.

L'O.L.P. à l'O.N.U.

Le débat sur la question de la Palestine à l'O.N.U. a nettement démontré le grand appui que l'O.L.P. s'est gagné partout dans le monde ainsi que le profond dégoût que ressentent les peuples du monde envers le sionisme. La résolution invitant l'O.L.P. à participer au débat a été acceptée par 105 contre 4 (dont les sionistes, les U.S.A., la République Dominicaine et la Bolivie).

Durant son discours historique, Yasser Arafat a été chaudement applaudi à plusieurs reprises. Une ovation enthousiaste a acclamé la fin du discours du président de l'O.L.P. Par contre, dès que le délégué sioniste prenait la parole, la salle se vidait. L'Assemblée a finalement décidé de limiter les interventions du

représentant sioniste qui s'était arrogé le droit d'intervenir à n'importe quel moment. La suspension par l'Assemblée des racistes d'Afrique du Sud laisse prévoir le même sort aux racistes sionistes.



Sur les ruines du camp de Nabatiyeh détruit par les avions des terroristes sionistes, les Fedayin réaffirment, en hissant le drapeau palestinien, leur volonté de résister et de continuer la lutte jusqu'à la victoire.

Enfin, le 22 novembre, l'Assemblée Générale adoptait deux résolutions sur la question de la Palestine. La première "réaffirme les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y inclut: (a) le droit à l'autodétermination sans interférence externe; (b) le droit à l'indépendance et la souveraineté nationale." Elle reconnaît "le droit du peuple palestinien de régagner ses droits par tous les moyens." La deuxième résolution invite l'O.L.P. à participer à titre d'observateur à l'Assemblée Générale et à toutes les conférences internationales de l'Assemblée. Le même jour, l'UNESCO (United Nation, Educational, Scientific, Cultural Organisation) a décidé d'exclure l'État sioniste d'Israël de ses travaux réguliers, ce qui constitue une victoire et une première étape vers l'exclusion totale de l'État sioniste.

Soulèvement populaire en Palestine Occupée

Aux victoires diplomatiques de l'O.L.P. s'ajoutaient de grandes victoires politiques en Palestine occupée. Un vaste mouvement de résis-

quitter les lieux. Le maire de Ramallah, Karim Khalaf, a répliqué: "Ces manifestations transmettent un message très simple. Le peuple en a assez de l'occupation. Il veut son propre État et le droit de vivre sous des dirigeants de son choix. Est-ce trop demander?"

Les manifestants ont continué leur soulèvement et, après onze jours, ne semblent pas atténuer leur résistance. Ils ont répliqué du tac au tac aux forces d'occupation. Ils ont affronté les policiers en leur lançant des pierres et des bouteilles. Ils ont paralysé le transport de plusieurs villes. Face aux forces sionistes ils ont chanté des slogans tels que: "La Palestine est arabe," "Vive Arafat", et "La Palestine est à nous". Quand les policiers ouvraient le feu en guise de menace, les manifestants chantaient et criaient encore plus fort. Au coeur de la Palestine occupée et devant les forces sionistes les patriotes ont glorieusement hissé le drapeau de la Palestine.

Les jeunes étudiants palestiniens jouent un grand rôle dans ce soulèvement populaire. Ils confrontent l'ennemi et n'ont pas peur de son armement. Durant une manifestation organisée par eux, une jeune fille a été tuée non pas par une balle ou une pierre comme la propagande sioniste veut faire croire. Elle a, comme tant d'autres manifestants, confronté les blindés sionistes et a été écrasée par un des chars lancés contre les étudiants. Des milliers ont participé aux funérailles de cette héroïne à Jenine (un village palestinien).

Les sionistes ont eu si peur qu'ils ont fermé les écoles. Ils ont même forcé les enfants et les jeunes écoliers à quitter deux par deux comme mesure de sécurité.

Le 17 novembre, Yasser Arafat a fait un appel aux patriotes d'intensifier leur résistance et leurs sacrifices. Ils les a assuré de l'appui de l'O.L.P.

(suite à la page 11)



Manifestation d'appui à l'O.L.P. à New-York, au moment de la venue de Yasser Arafat à l'O.N.U.

(suite de la page 10)

À Jérusalem, les patriotes ont même eu la hardiesse d'annoncer d'avance leur manifestation "illégal" du 22 novembre. Ils ont distribué des pamphlets et des petits drapeaux palestiniens. Durant la manifestation, ils ont chanté des slogans et ont combattu les policiers. Les boutiquiers arabes ont fermé leurs magasins pour exprimer leur sympathie. En même temps, plusieurs milliers de Palestiniens après la prière du vendredi au Mosquée d'Agas à Jérusalem, ont manifesté en masse contre l'occupant sioniste, scandant des slogans et brandissant des drapeaux et des bannières palestiniennes. Les sionistes pris de panique ont ouvert le feu sur les manifestants.

Situation des sionistes

Les dépenses astronomiques des sionistes en matière d'armements a complètement disloqué une économie déjà artificielle de par sa nature. Leurs balances de paiements et de commerce sont tellement déficitaires que même l'aumône qu'ils reçoivent des U.S.A. ne parvient pas à les combler. Les sionistes ont été forcés de dévaluer leur monnaie et de hausser leurs prix. Les prix des nécessités alimentaires ont doublé et même triplé en quelques jours. Cela a provoqué des manifestations de la part des "Israéliens" eux-mêmes.

Par contre, le chantage des U.S.A. n'a pas réussi à faire baisser les prix du pétrole arabe. Ainsi les pays arabes

producteurs parviennent à aider financièrement les pays du front et l'O.L.P.

Les exigences militaires des sionistes sont si vastes qu'elles font concurrence à celles des forces des U.S.A. À cause de la crise économique de l'impérialisme, la production militaire américaine ne correspond pas à ses ambitions. Par conséquent, les sionistes sont approvisionnés directement des stocks des forces américaines. Durant la Guerre d'Octobre, les U.S.A. ont vidé leurs arsenaux. Certains généraux américains ont commencé à se plaindre de l'influence sioniste aux

États-Unis. Ainsi les divisions s'accroissent dans le camp impérialiste.

En général, la presse bourgeoise annonce une période "excessivement difficile" pour les sionistes.

Les Droits nationaux du peuple palestinien

Le discours de Yasser Arafat et la résolution de l'O.N.U. ont confirmé que les droits nationaux du peuple palestinien constitue la question primordiale au Moyen-Orient. Aucun règlement n'est possible s'il s'oppose à la restitution des droits nationaux du peuple palestinien.

L'impérialisme américain avait de grands espoirs d'arriver à un règlement contre le peuple palestinien. Il a essayé par la fraude et la tromperie de forcer les pays arabes à reconnaître le sionisme. Aujourd'hui la primauté de la reconquête des droits nationaux du peuple palestinien rend cela impossible. La confusion la plus totale règne chez les impérialistes. Voilà pourquoi Kissinger a contremandé son voyage de décembre au Moyen-Orient.

La lutte armée

Les victoires du peuple palestinien et l'isolement des

sionistes est le résultat en premier lieu de la lutte armée.

La lutte armée du peuple palestinien a été le flambeau de toute la nation arabe depuis 1965. Cette lutte s'est unie avec la lutte armée de tous les peuples arabes durant la Guerre d'Octobre.

La grande unité au sein de la nation arabe et les déboires que connaissent les sionistes aujourd'hui ne sont pas tombés du ciel. La principale défaite des sionistes a été sur le champ de bataille. Les autres victoires des peuples arabes découlent de cette réalité primordiale, c'est-à-dire la volonté des peuples arabes de confronter les sionistes sur la base même de leur existence, la force militaire.

Aujourd'hui, les sionistes sont assaillis de tous les côtés. Il est très probable qu'ils lanceront une guerre de désespoir contre les peuples arabes. Yasser Arafat a dit qu'il s'attend à une agression sioniste d'ici six mois.

Les peuples arabes s'apprentent à infliger aux sionistes une défaite décisive. Les sionistes admettent que leurs pertes seront lourdes mais ne peuvent pas échapper à leur nature d'agresseurs. Les peuples arabes ont arraché leurs victoires passées par la lutte armée, et c'est par la lutte armée qu'ils réaliseront leur libération nationale.



En octobre dernier, des Haïtiens ont fait du piquetage devant la Commission d'appel de l'Immigration. Ils essaient par différents moyens de sensibiliser l'opinion publique à la menace de déportation dont ils sont présentement l'objet.

Manifestation contre la déportation des Haïtiens

jeudi, 28 novembre à 19 hres.

Départ du 3553 St-Urbain

organisé par le Comité anti-déportation avec l'appui de la CSN et de la FTQ.

Jeudi matin, 7 heures: Les premiers flocons de neige de la saison tombaient sur Montréal endormi! Quelques heures plus tard ces quelques flocons s'étaient transformés en "cataclysme naturel": la première tempête de neige de l'année.

Le Québec est un pays tempéré où depuis des siècles, la neige arrive à partir du milieu de novembre. Tout le monde d'ailleurs se souvient d'au moins une année où la première tempête, ayant pris tout le monde par surprise, a tout bloqué pendant trois jours. Enfin quoi, la neige arrive au mois de novembre en même temps que les décorations de Noël dans les magasins, de la même manière que l'école finit au mois de juin... Tous les enfants savent cela. On pourrait s'attendre d'"adultes raisonnables" que, riches de leur expérience passée (au moins celle des tempêtes), ils se soient achetés des bottes, aient mis des pneus à neige à leur voiture et une pelle dans le coffre arrière.

On pourrait s'attendre à ce que les services de déneigement soient organisés pour faire face à la situation et même à ce que tous y participent.

On pourrait même s'attendre à ce que le système de communication et de transport dans une ville comme Montréal soit conçu en fonction du retour annuel de la neige (en flocons ou en bancs) et de la glace.

Pourtant non, jeudi dernier en est la meilleure preuve. L'"événement" a semblé surprendre tout le monde, des automobilistes sans pneus à neige aux "reporters" qui se sont déplacés pour le "couvrir". Comme si on pouvait "couvrir" une tempête! Ce serait plutôt l'inverse... Et la télévision (cet outil du rapprochement entre les hommes) nous a montré les scènes de la tempête. Toute la petite famille, les yeux rivés sur l'écran, regardait les bancs de neige et les voitures bloquées au coin de Peel et Ste-Catherine

une autre

'TEMPÊTE DU SIÈCLE'

pendant que leur voisin se débattait péniblement dans la neige pour "dépendre" son auto.

À partir du milieu de l'avant-midi, des bulletins de nouvelles style "fin du monde" se sont succédés à la radio ou à la télévision. "Face aux calamités naturelles, la technologie humaine est battue en brèche; les routes, les ponts sont bloqués, les voitures arrêtées, les aéroports fermés. Les autobus ne circulent plus... Les citoyens sont enfermés chez eux ou sur leur lieu de travail quand ils ne sont pas perdus dans le vent et le froid en essayant de retourner chez eux; que nous sommes peu de choses! Dans l'adversité les inégalités disparaissent: la tempête frappe impitoyablement tout le monde."

par contre fonctionne. Mais regardez le nombre de rues, d'autoroutes, d'échangeurs: Tout a été conçu pour ces véhicules stupides qui glissent, s'enlisent, gèlent et refusent de démarrer, allant même jusqu'à asphyxier ceux qui, en désespoir de cause, ne tentent plus que de s'y réfugier.

Maintenant regardez les gens. Il y en a partout, dans toutes les rues. Et toutes ces énergies sont dirigées vers des buts différents. Certains ont entrepris de rentrer chez eux, à pied. Mais même avec du courage, comment peut-on traverser un échangeur? c'est manifestement fait pour les voitures, pas pour les piétons. D'autres s'acharnent à déneiger leur véhicule, chacun pour soi. D'autres partent à la recherche d'un en-

armé d'une bonne pelle, prend deux heures à nettoyer une entrée de garage, combien de temps prendront un million d'hommes pour déblayer Montréal.

Ça n'est pas le genre de règle de trois à laquelle s'astreignent les gouvernements capitalistes. C'est bien connu qu'à Montréal Drapeau tente de réduire le plus possible le coûts du déneigement. Pourtant le service vaut ce qu'il vaut...

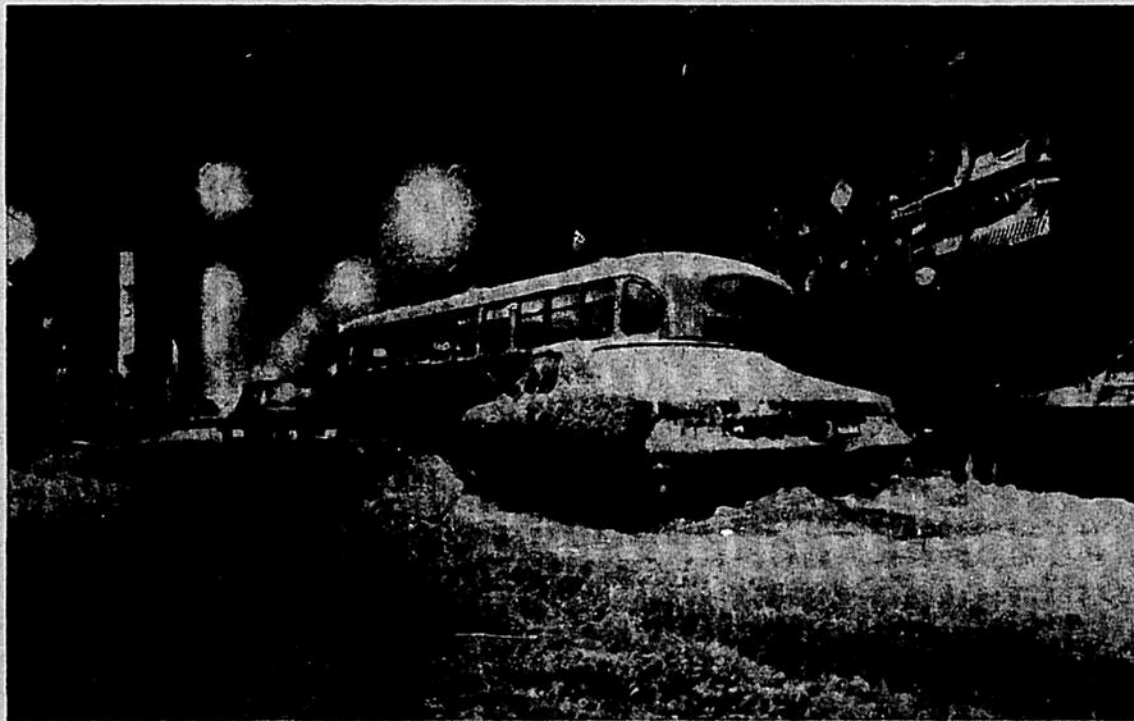
Quant à cette tempête qui frappe tout le monde également, il faudrait y regarder de plus près. Ce qu'une tempête de neige fout en l'air, c'est un système de transport pensé et construit pour des voitures et des autobus, c'est tout. Tout le monde ne quitte pas le travail à la même heure. Ceux qui sont leurs propres maîtres

heures pour retourner chez eux. Pour la grande majorité des gens, le lieu de travail n'est pas à la porte. C'est normal quand il faut se loger dans un quartier "abordable", à la mesure de ses moyens.

Le métro, qui est le seul moyen de transport efficace et rapide est loin de régler le problème du transport en commun: Celui-ci repose avant tout sur les autobus. Les autobus suivent les grandes routes qui sont des axes économiques avant tout d'abord faits pour le transport des marchandises, pour celui des travailleurs ensuite. La meilleure preuve en est que les quartiers ouvriers se déplacent en fonction des priorités des autoroutes (Autoroute Est-Ouest).

Et si la neige tombe partout, le déneigement, lui, ne se fait pas également. Coup d'oeil sur Westmount et Ville Mont-Royal: Le déneigement est fait dans la nuit. Vendredi matin ces quartiers étaient déblayés. Par contre dans des quartiers moins chics, où vivent des travailleurs, les rues restent bloquées deux jours. Dans certains quartiers ce n'est que dimanche matin huit heures que le nettoyage des rues a commencé. Et ce au son d'une sirène stridente qui avertissait les habitants d'aller enlever leur auto de la rue: La charrue s'en vient.

Pourtant les tempêtes de neige ont des aspects positifs comme les pannes d'électricité d'ailleurs: Parfois le voisin cesse d'être un individu anonyme pour devenir quelqu'un qui a les mêmes problèmes que soi, un allié pour s'en sortir. Dans ces moments là on s'organise. La radio pour une fois peut servir de lien concret et coordonner l'activité de dépannage. La plupart des automobilistes ramassent les piétons perdus ou ceux qui font du pouce. C'est dans ces moments-là que, parfois, on entrevoit ce que pourrait être une ville où des tâches quotidiennes seraient prises en charge socialement.



Pourtant le spectacle était plutôt grotesque qu'affligeant. Imaginez une vue à vol d'oiseau de cette ville sous la tempête. Premier fait intéressant: les voitures s'enlisent dans la neige. Ce qui tendrait à prouver que ces véhicules ne sont pas faits pour voyager dans la neige. Or ici il neige six mois par année. Le métro

droit pour passer la nuit en abandonnant leur auto au milieu de la rue. Deux rues plus loin une charrue est arrêtée, perplexe, à l'entrée d'une rue encombrée.

Maintenant imaginez que les efforts de tout ce monde là soient coordonnés dans le but de rétablir la circulation. Si un homme (ou une femme),

et en décident pour eux-mêmes, ce sont les boss. Quant aux autres ils attendent l'avis des boss. Les hôtels du centre de la ville étaient pleins jeudi soir et des gens qui en ont les moyens ont passé la nuit là, et des gens qui se contentent d'habitude d'un service de transport en commun lent et mal organisé ont voyagé des